L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS SAMEDI MATIN, 20 JANVIER 1877. 30me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 20 JANVIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. Valeton, au No 10 rue Toulouse-Petites. pieds de cochons, saucissons, langues, etc. A onze heures.

Acheter vos Bonbons Sec a 75 cents la livre ; vos Fruits cristallisés à 90 cents, chez A. Lemanne, 109 Chartres, entre Ste Anne et Dumaine. Voyez Annonce.

SPECTACLES.

Samedi, 20 janvier 1877.

VARIETES—A midi Mme l'Archiduc, le soir la Périchole.

ACADEMIE—A midi et le soir Uncle Tom's Cabin.

ST-CHARLES—A midi et le soir, The Black Creek

Le bill sur le compte des votes présidentiels.

L'accord des deux comités de la Chambre et du Sénat, à Washington, sur la présentation d'un projet de loi pour le réglement des contestations relatives aux votes présidentiels, est un coup terrible porté à la conspiration ourdie par Sherman, Morton et Chandler contre l'élection de Tilden. Morton est le seul membre des deux comités qui ait refusé de signer le rapport. Les autres membres républicains, au nombre desquels se trouvent trois sénateurs influents, Edmunds, Frelynghuisen et Conkling, ont donné leur adhésion à la proposition. On ajoute que les sénateurs Alcorn, Morrill et Wright se rallient au projet, ce qui permet d'espérer qu'il passera au Sénat malgré l'opposition que feront Morton, Sherman, Boutwell, Mitchell et West.

Le passage du rapport relatif à la nécessité d'une prompte solution, répond trop aux vœux unanimes du pays pour ne pas trouver d'échos de tous côtés, et il provoquera, de la part de tous les centres influents, une nouvelle pression qui favorisera l'adoption du bill.

D'après les indications actuelles et à moins que les conspirateurs ne créent quelqu'obstacle imprévu, l'adoption définitive du bill, la semaine prochaine, peut être considérée comme assurée. Il n'est pas à supposer que le président Grant, au moment de quitter la présidence, veuille se mettre en opposition avec le sentiment unanime du pays, en frappant le bill de son veto. Nous pouvons donc raisonner dans l'hypothèse du passage final du bill dont nous avons donné le texte.

Le bill commence par changer la date fixée par la loi actuelle (la Constitution étant muette sur ce point) pour le compte des votes. C'est le premier jeudi de février, c'est-à-dire le premier février, que le Congrès se réunira pour compter les votes présidentiels.

Les certificats des électeurs seront ouverts suivant l'ordre alphabétique des Etats, et transmis par le président du Sénat aux quatre scrutateurs qui annonceront le résultat. S'il n'y a qu'un certificat pour l'Etat appelé, le président demandera s'il y a des objections, les objections ne pouvant être présentées que par écrit. S'il y en a, chaque Chambre prononcera séparément et le vote de l'Etat ne pourra être rejeté que par l'accord des deux Chambres.

C'est là une innovation excessivement importante et qui, pratiquement, réduit les questions à résoudre aux quatre Etats pour lesquels il y a des certificats doubles.

Les radicaux avaient élevé la prétention de contester les votes de plusieurs Etats du Sud, tels que l'Alabama et le Mississipi, sous prétexte d'intimidation, et l'Arkansas, sous prétexte d'une irrégularité de forme dans la transmission du certificat. Or, ils pourraient soulever des objections contre les votes de ces Etats, mais ces objections seraient sans valeur devant la clause du bill qui exige l'accord des deux Chambres pour le rejet des votes d'un Etat, lorsque ces votes sont simples, car, assurément, la Chambre des Représentants, ayant une forte majorité démocratique, ne consentirait pas à rejeter les votes de ces Etats qui sont en faveur de Tilden et Hendricks, alors que les objections n'ont aucune base sérieuse.

Il y a quatre Etats pour lesquels il y a de doubles certificats : ils viennent ainsi dans l'ordre alphabétique : Floride, Louisiane, Oregon et South Carolina.

Ainsi, le cas de la Floride sera le premier soumis à la commission arbitrale qui aura été constituée, à l'avance, le mardi 30 janvier.

D'après ce que nous savons du cas de la Floride, les résultats réels du scrutin et la décision de la Cour Suprême étant en faveur des électeurs de Tilden, il paraît presque impossible que la commission accorde les trois votes de cet Etat à Hayes. Si elle les accorde à Tilden, celui-ci sera virtuellement élu, quelles que soient les décisions de la commission sur les autres Etats. Mais, comme la majorité des votes populaires est très faible, il se peut que la commission juge le cas douteux en fait et qu'elle décide le rejet du vote de la Floride.

Le cas de la Louisiane, qui viendrait en second lieu dans l'ordre des contestations, offrirait ainsi une importance décisive. Les enquêtes sont si volumineuses et les points de droit et de fait si nombreux et si compliqués qu'il faudrait à la commission plusieurs jours pour étudier le dossier et arriver à une conclusion. Nous avons la ferme espoir que la décision sur la Louisiane constatera le fait pour nous si indubitable, que les candidats démocrates ont obtenu la majorité au scrutin du 7 novembre.

Comme pour la Floride, il nous paraît impossible que le vote de la Louisiane puisse être donné à Hayes par la commission arbitrale. Il n'y a qu'un *Bureau de Retours* comme celui que nous avions ici, qui puisse enlever une majorité à un candidat pour la donner à un autre. Tous les prétextes possibles ne peuvent que donner lieu à l'annulation d'une élection qu'un vote, mais nullement à la fabrication d'un vote différent de celui qui a été donné.

Après le cas de la Louisiane viendra le cas du double vote de l'Oregon qui présente à décider une question de forme plutôt qu'une question de fonds. Il sera peu d'importance après les deux premières décisions, car, on les votes de la Floride et de la Louisiane auront été donnés à Tilden ou ils auront été rejetés, et dans l'un et l'autre cas, le vote douteux de l'Oregon ne pourrait élire Hayes. Il est vrai que ce seul vote pourrait élire Tilden en lui complétant les 185 votes requis, mais il est douteux que la commission, en pareil cas, veuille décider la question présidentielle, en statuant sur un point de forme controversé, et, si elle avait rejeté les votes des deux autres Etats, elle rejetterait probablement aussi celui du vote douteux de l'Oregon.

Quant à la Caroline du Sud, ses votes seront, selon toute probabilité, accordés à Hayes.

La perspective que nous offrirait l'adoption du bill, dont nous avons donné le texte, ne saurait, selon nous, présenter que deux alternatives : ou la proclamation d'une majorité des votes électoraux acquise à Tilden et à Hendricks, ou la déclaration que, par suite du rejet des votes douteux, aucun candidat n'a obtenu la majorité. Dans cette seconde hypothèse, Tilden serait élu par la Chambre des représentants, tandis que le Sénat élirait Wheeler vice-président.

De toute façon, les conspirateurs seraient déjoués dans leurs desseins, car nul n'oserait s'opposer à l'installation du président reconnu par le Congrès et Tilden serait paisiblement inaugaré président des Etats-Unis le 5 mars 1877.

LE ROI DU CARNAVAL. — Nous aurons cette année, en dépit de tout, la visite du Roi du Carnaval, car nous avons reçu une invitation pour assister à la réception de Sa Majesté dans son Palais de l'Exposition, le 15 février prochain.

THEATRE DES VARIETES.—*Madame Vardchêne* a vaincu, hier soir, un nouveau triomphe à Atmée, qui a été plénier. d'intérêt et de verve. Les artistes chargés des principaux rôles ont également fort applaudis et la mise en scène a produit beaucoup d'effet.

Aujourd'hui, en matinée, on redonne *Madame Vardchêne*. Ce soir, on jouera *La Périchole*.

Dimanche, pour la clôture, il y aura un grandissime spectacle composé de *La Vie Parisienne* et du vaudeville *Les Chevaliers du Pince-Nez*. Prenez vos places car il y aura foule.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—*Uncle Tom's Cabin* sera joué pour la dernière fois aujourd'hui, ce matinée et dans le soirée. Avec la Cabane du Vieux Oncle disparaîtront également les *Jubilee Singers*.

A demain les débuts de Miss Augusta S. Dargon, artiste dont on n'a cessé à dire le plus grand bien et que M. Bidwell a engagée pour une semaine. Les pièces annoncées sont *Guy Mannering* dans laquelle Miss Dargon remplira le rôle de Meg Merrilies, c'est-à-dire un des plus difficiles du répertoire anglais. On sera curieux de la juger sur un terrain si périlleux et de la comparer avec celle qui a déjà acquis un renom légitime à la Nlle-Orléans, et contre laquelle Miss Anderson qui s'est fait si chaleureusement applaudir au théâtre des Variétés.

SUCCESSION DE FRANÇOIS LACROIX—Mr Placide J. Spear, encanteur, vendra, lundi 22 janvier, à la Bourse des Négociants, rue Royale, entre les rues Canal et Douane, la vente commençant à midi. 55 parcelles d'immeubles, de grande valeur, situés dans les Premier, Second, Troisième, Quatrième, Cinquième et Sixième Districts de la ville. Les conditions de la vente sont très libérales ; on les trouvera ainsi que la description de toutes ces propriétés dans les colonnes d'encan du journal officiel le *Republicain*. Nous n'avons pas besoin de dire que le mérite d'acheter des propriétés est depuis longtemps venu et qu'on s'attend incessamment à une hausse considérable en raison du changement favorable que le résultat des élections doit nécessairement opérer dans l'administration de l'Etat. Il faut donc se presser d'acheter si l'on veut profiter de la baisse qui se fait encore sentir, mais à un degré déjà bien moindre, sur toutes nos valeurs urbaines.

LIBRAIRIE DE LA FAMILLE—On trouvera plus loin une annonce de MM. Lafargue et Brierre, propriétaires actuels de la Librairie de la Famille, rue Royale 167, au coin de la rue d'Orléans. Ces messieurs ont décidé à faire toutes les efforts possibles pour mériter le patronage du public et conserver la sympathie des clients de la maison dont ils ont pris la direction. Ils comptent élargir le cercle dans lequel elle a été exploitée jusqu'ici et, dans ce but, ils ont pris des mesures pour recevoir de temps à autre des envois importants d'ouvrages de littérature et d'histoire et aussi des livres de piété et toute sorte de fournitures de bureaux.

☞ Collége Commercial de Dolbear, 203 rue du Canal, classes pour dames le jour et le soir.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.

Séance du 19 janvier 1877.

La séance s'ouvre à midi. Mr Wilts occupe le fauteuil. Quatorze membres répondent à l'appel. MM. White, Sandiford, Steven, Robertson, Grover et Texada, se présentent dans la salle après leurs collègues.

Le secrétaire est dispensé de lire le compte-rendu de la dernière séance.

Mr Orden présente un mémoire des Sœurs du Bon Pasteur, sur la pauvreté de l'asile qu'elles dirigent et où se trouvent deux cent soixante-dix personnes qui vivent uniquement de leur travail. La ville a eu la générosité d'allouer cent cinquante piastres par quinzaine, mais cette somme, dont les Sœurs sont profondément reconnaissantes, ne suffit pas aux besoins de l'institution ; celle-ci doit sur l'édifice qu'elle occupe, aux mille piastres sur lesquelles il lui faut acquitter un intérêt. Le mémoire est envoyé au comité des institutions de charité.

Mr Grover annonce qu'il présentera, sous peu, un bill amendant l'article 358 du Revised Civil Code.

La Chambre informe le Sénat qu'elle l'attend pour procéder à l'élection d'un sénateur des Etats Unis.

M. Eustis présente un bill relatif au recouvrement des impôts. Ce bill abolit la place de percepteur de taxes dans toutes les paroisses, excepté celle d'Orléans, et confie aux shérifs les fonctions de percepteurs.—La paroisse d'Orléans aura un seul percepteur qui recevra un pour cent du montant des impôts et deux pour cent du montant des licences. Cet officier donnera un cautionnement de deux cent mille piastres, qui ne sera valide qu'après que le maire et les administrateurs de la ville l'auront approuvé. Il devra rendre aux autorités un compte mensuel de ses recettes et versera à la Chambre pour procéder à l'élection d'un sénateur des Etats-Unis.

PSEUDO-CHAMBRE.—Cette assemblée est appelée à l'ordre par M. Hahn qui déclare qu'un quorum présent, soixante-deux membres répondant à l'appel nominal. A une heure de l'après-midi les sénateurs entrent dans la salle pour procéder à l'élection d'un sénateur des Etats-Unis pour le court terme.

Dix sénateurs seulement répondent à l'appel nominal. Comme il n'y a pas de quorum des deux Chambres ces sénateurs se retirent.

Mr. Johnson, de DeSoto, dit qu'à son avis tout ce qui se fait est de l'enfantillage. Il croit qu'on aurait pu élire un sénateur pour le court terme depuis longtemps si les membres avaient voulu s'entendre.

Mr. Jones, de Pointe Coupée, demande naïvement si, pour trancher la question, on ne pourrait pas laisser le choix de ce second sénateur au gouverneur. On lui répond par un éclat de rire, et la séance de la Chambre s'ajourne au lendemain à midi.

Louisiane.

Nous lisons dans la *Roche louisianaise* :

Flaie, brouillard, bise, froid arctique et chaleur sénégalienne, vent de nord impétueux et pénétrant et vent de sud humide et violent, tel est le bulletin météorologique de la première quinzaine de l'année 1877 ; rhumes de cerveau, catarrhes et grippes sont tout naturellement à la recette du bulletin sanitaire.

Le passage de l'honorable Dennis à la législature du peuple a causé une violente commotion dans les rangs de ses partisans, qui en étaient déjà à la troisième ; ils ont fini par comprendre que leur chef ne faisait que reconnaître la légalité du corps auquel il se joignait, sans pour cela abandonner son parti. Jamais Celui qui est venu consulter ses constituants et n'en est revenu en jurant qu'il périrait plutôt avec Packard que de l'abandonner.

La situation politique en Louisiane peut se résumer ainsi, d'après un chef démocrate du parti républicain : le gouvernement est une noix—Packard en a pris la coquille et Nicholls le fruit.

—Une singulière aventure s'est dénouée samedi devant le tribunal de police correctionnelle de Mulhouse. Un jeune homme, originaire de Richeim et nommé Joseph Keller, s'est fait passer pendant près d'un mois, auprès du meunier Antoine Dattler, de sa femme et de leurs enfants, pour leur fils et leur frère. C'est le hasard qui l'a amené à tenter cette supercherie inouïe.

Antoine Dattler a un fils aîné qui depuis quatre ans réside en France où il s'est établi pour se soustraire au service militaire allemand. Depuis deux ans pleins il ne l'avait plus revu depuis deux ans. Joseph Keller ressemblait beaucoup, paraît-il, à Auguste Dattler (c'est le nom du fils aîné), et comme dernièrement il était arrivé à Mulhouse à Hamlingues, il a pris par l'embarquère pour le fils Dattler.

A ce moment le meunier vint à passer : l'embarquère l'appela, lui dit que son fils qui était à Paris était de retour et l'attendait à l'embarquère. Mais comme Keller voulait se par une porte de derrière, et le meunier, lui aussi, pensait qu'il s'allait à son fils et que celui-ci se montrait mal à son égard, le fait arrêter par un gendarme.

Keller, sous les verrous, réfléchit à la situation, et l'idée lui vint de profiter de la méprise du meunier. Il le fit venir, l'embrassa tendrement, lui demanda pardon, et le meunier, convaincu et touché, obtint au nom de l'humanité, que il l'emmenerait chez lui, où la famille serait prévenue de son arrivée. Il l'annonça à sa femme et à ses filles Angèle et Joséphine, qui étaient des compagnes d'enfance de Keller, auxquelles il avait fait la cour et un bon jour l'avait fait déserter. On se dispense pas entièrement celle à jouer le rôle d'amoureux. L'intervention a pouvait que Keller avait rendu complètement fou, car un mois de supercherie paraissait impossible à tout autre qu'à un fou. Il a été condamné pour ce délit et pour vagabondage à huit mois de prison.

(*Moniteur de la Meurthe.*)

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Grève de police.

La force de police a présentement diminué à l'hôtel St Louis, et de fait on n'en a guère vu, ces jours derniers, dans les rues, que les officiers de service. Les policemen qui étaient en congé ont déclaré qu'ils ne feraient rien pour leur gré pendant le mois. Ils menacent de faire grève si on ne leur donne pas quelques satisfactions. Comme le Trésor est à sec, pour le présent, il est impossible de faire droit à leur demande.

Il est donc probable que, dans le courant de la semaine prochaine, l'hôtel St Louis sera complétement désert de policemen.

Cette circonstance, que l'hôtel St Louis sera sous peu complétement désert de policemen. On peut compter d'autant plus sur cette éventualité, que les collègues de ceux-ci font l'impossible pour les remplacer. Comme le Trésor est à sec, pris épuisé, il est impossible de faire droit à leur demande.

Il est donc probable que, dans le courant de la semaine prochaine, l'hôtel St Louis sera complétement désert de policemen. Cette circonstance, que les collègues de ceux-ci font l'impossible pour les remplacer, ne promettra pas à Packard-ville-Nicholls-ville.

Chute catastrophale.

Le Mardi gras est dimanche !

Il y a trois ans, un Parisien de Berlin, pour y apporter l'ordre et la sécurité, fut nommé préfet de police de l'Alsace et de la Lorraine, pour ensuite de quoi il retirait, en prononçant l'éloge funèbre du défunt empereur Guillaume.

Mais le nouveau préfet de police, quelque prudence qu'il déployât, ne put empêcher qu'il éclatât, pendant son administration, plusieurs incendies, dont l'origine resta mystérieuse. Les journaux allemands, qui ne sont pas tendres pour les Français, ne manquèrent pas de dire que le préfet de police avait lui-même allumé ces incendies pour avoir le plaisir de les éteindre.

Le préfet de police, qui était un homme d'esprit, ne se fâcha pas de ces plaisanteries, et, quand il quitta son poste, il dit qu'il était bien content de s'en aller, car il avait peur que, si on lui donnait encore trois ans, on ne l'accusât de mettre le feu à la maison de ville pour avoir le plaisir de l'éteindre.

Voyez ce que c'est que d'être un homme d'esprit ! Les membres de la famille que quand, par l'abdication de leurs droits et leur adhésion à la République, ils ont perdu leur titre de prince, ont conservé celui de comte, qui est bien d'un degré d'un moins grand dans la noblesse.

Voyez ce que c'est que d'être un homme d'esprit ! Les députés qui, par suite de leur mandat, ont été nommés membres de la commission du budget, ont refusé de faire partie de cette commission, parce qu'ils n'auront le droit de demander aucune économie dans les dépenses